

Pas de trêve... face à la violence sociale, luttons et résistons !

Les luttes ont continué pendant cette année électorale en dépit des discours des candidat-es qui disent porter les espoirs de ceux et celles qui travaillent. Ces résistances montrent que partout des travailleur-euses, du privé, du public continuent à lutter en comptant sur leur propres forces au-delà des promesses de campagne.

Des luttes nombreuses...

C'est le cas **en Guyane** avec la mobilisation pour changer résolument les conditions actuelles d'absence de développement local, d'inégalité territoriale avec la France métropolitaine et de carences des services publics.

A Vivarte-La Halle aux chaussures : les salarié-es avec leurs syndicats s'opposent à la vente à la découpe par les fonds qui ont acheté l'entreprise à crédit, inspirés par le seul profit, entraînant fermetures de magasins et licenciements. **A Velib** en région parisienne, les changements d'attribution des marchés publics menacent l'emploi de plusieurs centaines de salarié-es, et rien n'a été prévu pour les protéger de telles situations pourtant prévisibles.

A la SNCF des grèves de plusieurs jours ont eu lieu pour les salaires et les conditions de travail à la société de restauration **Newrest Wagons-Lits**, ainsi qu'à **Sféris**, l'entreprise chargée de l'entretien de l'infrastructure. **A la division technique générale d'EDF**, on atteint plus de 50 jours de lutte contre la fiscalisation des primes de déplacement.

Plans de restructuration, ou de sauvegarde de l'emploi (PSE), ce sont les nouvelles mesures issues de la loi travail qui s'appliquent avec des garanties moindres en cas de transfert de contrats, plus de possibilités de licenciements en cas de baisses consécutives du chiffre d'affaires.

Dans la santé et dans **la fonction publique**, des grèves, des luttes sont en cours, pour refuser les suppressions d'emplois et la casse du service public.

... et la répression anti-syndicale continue

Des pressions intolérables contre des militant-es syndicaux à la SNCF ont conduit à des drames : Edouard, délégué SUD rail s'est suicidé en mars dernier et une autre déléguée a tenté à sa vie... Une procédure de licenciement est en cours contre un **délégué SUD commerce à New Look**, une autre contre un délégué de Sud poste 92 et d'autres cas de répressions encore...

Sujet de satisfaction, l'**autorisation de licenciement** de la travailleuse sociale déléguée du personnel de Sud Santé Sociaux à La Sauvegarde de la Marne vient d'être annulée par l'inspection du travail après une réaction massive des syndicats du département et des associations. Elle avait dénoncé en CHSCT les conditions d'accueil dans un foyer de migrant mineurs isolés et des conditions de travail des éducateurs et éducatrices après qu'un jeune soit décédé d'une chute qui reste à ce jour inexpliquée.

De nombreuses condamnations et procès sont toujours en cours après les **manifestations contre la loi travail**, soumettant des milliers de militant-es et de simples acteurs et actrices de cette lutte à une pression et des condamnations illégitimes.

Tout ceci n'est pas tolérable. L'Union syndicale Solidaires a mis ses moyens au service de la lutte contre la répression anti-syndicale et les pressions au travail (voir site <http://la-petite-boite-a-outils.org/>) et invite à la plus grande solidarité.

Pour ce 1er mai 2017

Les luttes, les grèves sont nos moyens de peser sur notre avenir. Et cela continuera quel que soit le résultat des élections. Avec nos revendications contre les idées et les politiques d'extrême droite, c'est ce que nous dirons ensemble dans la rue ce 1er mai, avec d'autres syndicats et toutes les organisations et associations avec qui nous luttons dans la campagne pour "nos droits contre leurs privilèges".